

Articulations

Centre Socialiste d'Éducation Permanente
rue de Charleroi, 47 • 1400 Nivelles
tél.: 067 / 89 08 50 - 067 / 21 94 68
fax: 067 / 21 00 97
Courriel: infos@cesep.be

numéro seize

Repenser l'égalité.....I

Femmes et mondialisation
.....IV

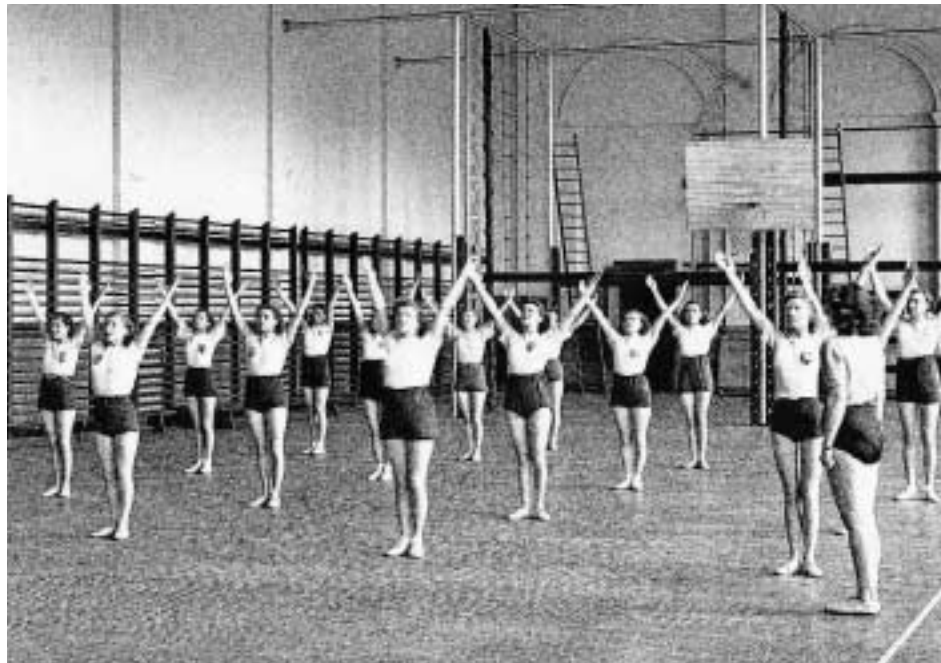
La question des femmes
.....VII

Pour une approche de
genre de la violence.. IX

Transition de la phase
de formation.....XI

Intégrisme, Islam et
femmes.....XVI

Réalisation Jean Vogel



Entretien avec Eliane Vogel-Polsky

Repenser l'égalité à partir du genre

Eliane Vogel-Polsky est professeure honoraire à l'Université Libre de Bruxelles

D'abord une question de définition. On parle tantôt de «sexe», tantôt de «genre». Y a-t-il une différence et laquelle?

Il n'existe plus de confusion entre sexe et genre chez les anglophones, alors qu'en français et dans la plupart des langues latines, les deux termes sont souvent utilisés l'un pour l'autre, et que cette confusion sémantique dissimule de fait une confusion intellectuelle et conceptuelle dont les conséquences vont peser lourdement sur la mise en œuvre des politiques d'égalité des sexes. Lorsqu'on parle d'analyse de «genre», ou d'intégration de la dimension de «genre» dans les politiques, on traduit le mot anglais *gender*. Cela ne désigne pas une catégorie (le genre masculin et le genre féminin), mais une relation. Le concept «genre» désigne alors ce qu'on appelle les «rapports sociaux de sexe». Pour la facilité, je citerai la définition donnée dans le glossaire des termes sur l'égalité entre les femmes et les hommes établi par la Commission européenne en 1998,

à l'usage des décideurs politiques et des praticiens: «Genre (rapports sociaux de sexe): concept qui se réfère aux différences sociales établies entre les femmes et les hommes qui sont acquises, de fait, qui sont susceptibles de changer avec le temps et qui sont largement variables, tant au sein d'une culture que parmi les différentes cultures». J'ajoute cependant qu'une variable est commune à toutes les cultures connues, même si elle s'exprime sous des formes et avec des intensités différentes, c'est celle de la subordination de la femme à l'homme, qui peut s'intituler infériorité, soumission, dépendance ou différence.

Où, quand et qui a inventé en premier lieu ce concept de genre?

Qui, en fait, je n'en sais rien. Ce concept est né dans les pays anglo-saxons dans les années '60 et il servait à éviter de parler de «différences sexuelles» ou de «différences de sexe». Mais si on relit *Le deuxième sexe* de

Simone de Beauvoir, qui a paru je crois en 1948, il est évident qu'elle y pratique déjà une analyse de genre, mais un peu comme le Monsieur Jourdain de Molière qui fait de la prose sans le savoir. Si les pays non anglo-saxons en Europe ont mis tellement de temps à accueillir cette notion, c'est d'abord parce qu'ils continuaient à privilégier la différence biologique des sexes comme principal outil d'analyse. On pensait qu'il fallait d'abord analyser les différences naturelles entre les hommes et les femmes, puis leurs différences culturelles. On ne remettait pas en cause le fait de ces «différences» qui apparaissaient comme évidentes, même si on estimait qu'il fallait combattre, au nom de la démocratie et des principes d'égalité, les discriminations existantes. C'était, à mon avis, la plus grande erreur théorique qui ait été commise à propos de l'analyse des rapports sociaux de sexe.

On peut penser que ce concept de «rapport social de sexe» a été inventé par analogie avec le concept marxiste de «rapport social de production». Dans les deux cas, on cherche à déceler la réalité des structures de domination qui sont cachées par l'apparence d'une égalité formelle et juridique entre les capitalistes et les salariés, d'une part, les hommes et les femmes, de l'autre.

On peut trouver une certaine analogie, mais chez tous les auteurs anglo-saxons que j'ai lus il n'y avait jamais de référence à Marx.

Au départ, l'analyse en terme de genre était cantonnée aux domaines des études féministes. Comment a-t-elle influencé l'ensemble des sciences humaines?

Elle était née en effet d'abord dans les études féministes, et aussi dans une branche des sciences humaines qui s'y prêtait particulièrement bien, l'anthropologie. Margaret Mead a été une première à mettre tout à fait en évidence la notion de genre. Elle a montré à la fois la variabilité des rapports de sexe et la présence d'une règle inévitable : quelle que soit le type de société, il existe une différen-

ciation des positions, des rôles, des fonctions assumés par les hommes et par les femmes. Après l'anthropologie, ce sont la sociologie et l'histoire qui ont intégré cette notion. On trouve assez rapidement des œuvres historiques qui utilisent le genre comme grille de lecture pour décrire une époque donnée ou même pour analyser des courants de pensée.

Et les économistes et les juristes?

Ils y sont venus bien plus tard ! Je dirais que les juristes n'ont toujours pas compris. Aucun texte légal n'utilise encore le terme de genre, y compris en droit fondamental. On se contente d'écrire «droit à ceci ou cela, sans distinction de sexe, de race, de religion, etc., etc.». Mais le genre n'est pas reconnu comme une dimension constitutive des conditions d'exercice des droits fondamentaux. En économie, surtout en économie du travail, il commence à y avoir une reconnaissance de la pertinence de la notion de genre.

Est-ce que dans les études empiriques sur la pauvreté, l'exclusion sociale, le chômage, etc., ce paramètre est pris systématiquement en compte?

Pas vraiment. Evidemment, il y a quelque chose d'incontournable, c'est le fait qu'en Europe il est obligatoire d'avoir des statistiques sexuées. Donc les études empiriques contiennent forcément un certain nombre d'observations comparant la situation des hommes et des femmes. Mais cela n'a rien à voir avec le fait de prendre la grille d'analyse de genre comme clé d'explication des situations. Certains le font, mais c'est loin d'être général. Dans le domaine du chômage ou de la pauvreté, on va constater que la majorité des chômeurs ou des pauvres sont des femmes, de telle classe d'âge, etc., mais dès qu'on parlera de jeunes ou des vieux, on ne fera plus apparaître la différenciation homme/femme. On considère en fait les femmes comme une catégorie statistique parmi d'autres, ce qui est une terrible erreur méthodologique.

Ces dernières années, on assiste plutôt à des avancées ou à un recul?

Difficile de répondre. Dans les années 1980 et jusque vers 1995, il y a eu un très grand enthousiasme dans le domaine des sciences sociales, et beaucoup de publications, notamment dans les pays latins qui avaient été les derniers à découvrir le concept de genre. En fait, on a assisté à des vagues suc-

cessives d'après les cultures scientifiques : d'abord les anglo-saxons, puis les Scandinaves, les Allemands et les Hollandais, ensuite les Italiens et les Espagnols, et en dernier lieu les francophones, qui étaient restés à l'écart aussi parce qu'ils ne lisent pas assez les publications en langue anglaise. L'enthousiasme dont je parle avait aussi des bases matérielles : le

troisième programme d'action de la Communauté européenne annonçait qu'on financerait de manière privilégiée les études de genre et, du coup, plein de chercheurs s'y sont lancés, y compris toute une série d'escrocs intellectuels qui baptisent «analyse de genre» des travaux qui n'ont absolument rien à voir avec cette démarche. Ce qui m'a toujours irrité et même terrifié, au point de



vue scientifique, c'est qu'actuellement on peut sortir d'une formation universitaire dans un domaine des sciences humaines, quel qu'il soit, sans avoir jamais entendu parler du genre, alors qu'il est impensable qu'on n'y ait pas parlé de Marx, de Freud ou des autres grandes modèles d'analyse qui sont nés à la fin du 19^e ou au début du 20^e siècle. L'analyse de

genre demeure donc encore toujours un terrain de spécialistes, sans que s'impose l'exigence de l'intégrer dans tous les cursus des sciences humaines. Tout dépend alors des individus, des enseignants ou des directeurs de recherches. Ceux qui sont formés au genre s'en servent dans leur enseignement ou leurs recherches, mais lorsqu'ils disparaissent, tout l'acquis peut disparaître avec eux.

Là où il existe une plus longue tradition des études de genre, comme dans les pays anglo-saxons, est-ce qu'il existe des clivages entre écoles de pensée différentes?

Il y a eu une phase de défrichage du terrain, qui s'est terminée grosso modo vers 1965, et puis, bien entendu, on a vu fleurir des querelles d'interprétation. Avec les notions de rapports sociaux de sexe ou de différenciation sexuelle, on procède à une généralisation. A partir de là, il faut raffiner les concepts, par exemple en approfondissant l'idée que les femmes ne forment pas une catégorie ou une classe particulière, il faut tenir compte des différences économiques sociales, d'éducation, etc. entre les femmes et les rattacher au concept de genre. Et puis il y a une grande querelle sur les bases philosophiques de l'approche, sur le rapport entre nature et culture. Personnellement, j'ai toujours plus considéré que le genre était un outil conceptuel, une grille d'analyse, plutôt qu'un concept en soi, un concept ultime. Cela ne me gêne pas qu'on introduise d'autres dimensions dans les analyses. Ce qui est très utile dans la notion de genre, c'est sa transversalité, le fait qu'on puisse l'employer simultanément dans un très grand nombre de domaines différents. Mais il ne faut pas l'employer de manière univoque.

Si on quitte le domaine de la recherche fondamentale ou appliquée pour passer à celui du travail social, au sens le plus large du mot, en quoi le concept de genre permet-il d'enrichir l'action, de définir des orientations et des stratégies?

Je suis convaincue qu'il est indispensable par rapport à l'action.

Pourquoi? Parce que les outils ou les grilles d'analyse auxquels on recourt habituellement, par exemple lorsqu'on est engagé dans une lutte sociale, peuvent mener à des impasses. Prenons le cas de la lutte pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes. Tant que l'on a pour objectif de simplement égaliser les salaires, on est condamné à l'échec. On peut toujours affirmer que la différence sexuelle ne devrait pas autoriser à payer des salaires différents pour un même travail ou pour un travail comparable. C'est évidemment une affirmation de justice élémentaire, mais cela ne suffit pas pour corriger les mécanismes systémiques qui font que finalement les femmes se retrouveront dans certaines sphères professionnelles ou dans certaines fonctions. Et lorsqu'on établira les critères à partir desquels on fixe les différents barèmes, il est très facile de faire l'impasse sur le sexe et de prétendre qu'il s'agit de la valeur objective attribuée aux différents types de travaux. Si on se contente de comparer les salaires féminins et masculins, avec pour seul objectif le rattrapage de ceux-ci par ceux-là, on n'obtiendra que des résultats très partiels et qui pourront être facilement remis en cause.

En quoi consisterait alors une démarche alternative?

Justement, en employant l'outil du genre. Il faut faire une analyse qui permette de voir, dans telle entreprise donnée ou dans tel secteur d'activité, pourquoi un certain nombre de travaux ont toujours été et sont encore réservés aux hommes, pourquoi d'autres sont réservés aux femmes, pourquoi dans les fonctions mixtes on trouvera systématiquement tantôt une majorité d'hommes, tantôt une majorité de femmes, et qu'est-ce que cela signifie du point de vue de la hiérarchie des responsabilités et des salaires. Il ne faut jamais oublier qu'aujourd'hui encore, les travaux tout à fait mixtes, c'est-à-dire exercés indifféremment par des hommes ou par des femmes, ne recouvrent qu'environ un tiers de l'ensemble des activités, tous secteurs réunis. A partir de là, on peut faire apparaître, dans une entrepri-

se ou dans un secteur, la nature du système qui a créé cette ségrégation des rôles et des fonctions, et quels sont les facteurs qui le maintiennent, qu'il s'agisse de résistances au changement ou de facteurs objectifs ou prétendument objectifs, comme la taille ou la force musculaire. Lorsqu'on arrive à mettre à nu toutes les raisons qui produisent et reproduisent cette ségrégation, on peut au moins trouver les voies d'une reconstruction des rapports sociaux de travail qui y mettrait un terme. Je me rappelle d'un exemple, après la grève des femmes de la FN en 1966. On y avait découvert non pas les inégalités de salaires - on les connaissait -, non pas les conditions de travail et d'hygiène terribles de ces deux mille femmes-machines - on les connaissait aussi -, mais que l'école de formation de la FN, qui était dirigée paritairement par les employeurs et les organisations syndicales, interdisait aux femmes d'y avoir accès. Un des résultats peu connus de la grève avait été d'obtenir d'ouvrir cette école aux femmes. Une dizaine d'entre elles s'y sont inscrites pour obtenir des fonctions qualifiées jusqu'alors réservées aux hommes. Et quand ces dix femmes ont pris leurs fonctions dans l'entreprise, elles ont été complètement rejetées par leurs compagnons de travail, qui leur ont fait les pires avanies, au point où une seule d'entre elles seulement a tenu le coup, est parvenue à se faire accepter et est restée à la FN. On voit par là que, du point de vue de la formation, il y avait une sorte de «fatalité» qui rendait inutile de demander l'égalité des salaires pour tel ou tel type de travail, dès le moment où les femmes n'y ont de toute façon jamais accès. Et lorsqu'elles y ont accès, il faut continuer à explorer le terrain pour voir ce qui rend nécessaire de changer les rapports sociaux.

Aujourd'hui, on se plaint partout du système d'enseignement. En quoi une approche en terme de genre permettrait d'éclairer les problèmes?

Je pense qu'il y a beaucoup trop de femmes enseignantes dans le fon-

damental. Il n'y a quasiment plus d'instituteurs. C'est devenu un monde unisexe du point de vue de l'image des rapports sociaux de sexe. Il faudrait obtenir la mixité ou la parité dans la composition du corps enseignant, indépendamment de leur formation. Du côté de la Communauté flamande, on a fait plusieurs études sur les comportements des enseignants et des enseignantes à l'égard des petits garçons et des petites filles. On s'est rendu compte à quel point leur comportement était encore traditionnel en terme d'attente des rôles et des comportements des enfants. On s'est aussi rendu compte qu'une enseignante interrogeait plus souvent les garçons que les filles. Est-ce que c'est parce qu'ils sont plus turbulents et qu'on veut les stimuler? je n'en sais rien.

Mais les filles réussissent mieux que les garçons

Dans l'ensemble oui, mais dans toutes les branches. A l'université, il y a désormais plus d'étudiantes que d'étudiants, mais les différences sont très marquées selon les facultés ou les sections. Même s'il y a des mathématiciennes très douées, le domaine des math reste typiquement un domaine masculin. Certains disent que l'enseignement des mathématiques est conçu selon une méthodologie qui convient mieux au «cerveau masculin» qu'au «cerveau féminin». Il y a une recherche sur ce sujet réalisée par l'association des mathématiciennes de France qui proposent des démarches pédagogiques différentes. Il ne s'agit pas de comparer et de juger les «qualités» respectives des hommes et des femmes. Qu'on cesse de comparer! Il s'agit d'élargir à la construction des structures mentales et aux lieux de socialisation et d'apprentissage l'analyse des rapports sociaux de sexe.

Propos recueillis

par Jean Vogel

Femmes et mondialisation : Nécessité d'une approche "de genre"

**par Christiane Marty,
Chrysi Tsirogianni,
Nicolas Liébaut,
groupe Femmes et
mondialisation. - ATTAC**

Avant d'aborder la notion d'approche de genre, on doit se poser la question suivante: Qu'est-ce qu'une répartition démocratique des richesses?

Une répartition démocratique des richesses doit satisfaire les droits humains fondamentaux. Nous pensons que la véritable richesse passe par un développement centré sur l'épanouissement humain, sur les droits et sur l'égalité, et non pas seulement sur l'accumulation de biens ou de revenus. Dans l'égalité, il faut bien sûr entendre aussi égalité homme/femme.

La satisfaction des droits fondamentaux commence par l'éradication de la pauvreté qui représente un échec indigne de toutes les démocraties.

Le développement humain a pour but de créer un environnement dans lequel tous les individus peuvent développer pleinement leur potentiel et mener une vie productive en accord avec leurs besoins et leurs intérêts. Cette notion de potentiel, de capacités fondamentales ou encore d'opportunités pour accéder à une vie tolérable a été développée par Amartya Sen; elle a servi à définir le concept de "pauvreté humaine" qui fait référence au manque de ces capacités fondamentales. Auparavant, la notion de pauvreté se limitait simplement à un manque de revenus.

Le concept de "pauvreté humaine" est une approche qualitative et multidimensionnelle de la pauvreté, qui permet d'appréhender ses causes et pas simplement ses symptômes. Par exemple, une personne analphabète

est privée de la capacité d'accéder au savoir et à l'instruction, qui est pourtant nécessaire au développement de l'individu. Parmi les capacités reconnues comme fondamentales pour accéder à une vie décente, figurent l'éducation de base, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'eau potable, une longévité minimale, un revenu minimal Quand on considère cette liste, on constate que des inégalités entre les hommes et les femmes existent et concernent chacune de ces capacités.

On lit souvent que 70% des pauvres sont des femmes. Il est difficile de trouver les sources exactes de cette évaluation. Est-ce que les femmes sont plus pauvres que les hommes? Quelle est la relation entre le genre et la pauvreté? Le concept de "pauvreté humaine" permet de répondre. Les femmes sont effectivement plus pauvres que les hommes dans la plupart des sociétés, et dans la plupart des dimensions. Et c'est en ce sens que le chiffre de 70% de féminisation de la pauvreté est une évaluation très cohérente, comme le montrent les données suivantes (PNUD 2000 et 2001).

Un Etat des lieux sans équivoque

Au niveau de l'éducation,

- 2/3 des analphabètes adultes sont des femmes et 66% des enfants non scolarisés sont des filles.

- le fossé entre les taux de scolarisation des garçons et des filles se réduit dans beaucoup de pays, mais dans 43 pays, ce fossé est encore supérieur à 15 points de pourcentage. De plus, il est important de remarquer que combler ce fossé n'est pas un objectif suffisant : en effet, même lorsque les taux sont identiques, on oublie que ça ne suffit pas

à faire disparaître les discriminations que rencontrent les femmes sur le marché du travail, aussi bien pour leurs revenus que pour l'accès aux postes à responsabilité. Il faut aussi un objectif en terme de qualité de l'enseignement et d'élimination des préjugés sexistes qu'il véhicule.

Au niveau de la santé,

- sur les 840 millions de personnes souffrant de malnutrition, la plupart sont : les enfants de moins de 5 ans, surtout les fillettes, les femmes enceintes ou allaitant (80% des femmes enceintes en Asie sont anémiques), enfin les foyers à faibles revenus qui sont essentiellement les foyers monoparentaux (femmes seules avec enfants)

- une femme meurt en couche à chaque minute

- le taux de mortalité des fillettes de moins de 5 ans est de 41 pour mille contre 31 pour mille pour les garçons. Ce taux est significatif du manque de soins et de nourriture accordés aux fillettes pour des raisons culturelles liées au patriarcat.

Au niveau de l'accès aux ressources,

- les femmes et filles sont très souvent pénalisées dans l'allocation des ressources à l'intérieur des ménages à cause des préjugés sexistes.

- le pourcentage de "familles monoparentales" (femmes seules avec des enfants) touchées par la pauvreté est de 20% en Italie, en France, ou en Allemagne, 52% au Canada et 63% aux Etats Unis. Il faut mettre l'accent sur le fait que la pauvreté se développe aussi dans les pays dits riches, avec les "working poors" ou travailleurs pauvres qui sont à 80% des femmes.

Le problème de l'accès à l'eau concerne les femmes au premier plan puisque d'une manière très générale, ce sont elles qui ont la tâche de se procurer l'eau potable.

L'espérance de vie est la seule dimension où les femmes ne sont pas pénalisées, bien que ce ne soit pas systématiquement vrai, puisque dans certaines sociétés l'espérance de vie des femmes est plus courte que celles des hommes à cause d'une forte mortalité due à la maternité, et au manque de soins donnés aux filles.

Enfin, il est plus difficile pour les femmes de transformer leurs "capacités" en revenus ou bien-être, du fait des contraintes sociales qui pèsent sur elles. Dans toutes les cultures, et quel que soit le niveau de développement, les femmes assument le travail non payé de reproduction et de soins. Leur temps total d'activités payées et non payées est plus important que celui des hommes (PNUD 1997).

En moyenne, les femmes travaillent plus, ont moins de revenus, moins de contrôle sur leur revenu, pratiquement pas d'accès aux crédits. Les normes sociales peuvent les empêcher de prendre un travail payé, ou les contraindre à une mobilité réduite. Les conséquences des guerres font que femmes et enfants constituent la grande majorité des réfugiés. La pauvreté entraîne l'augmentation de la prostitution.

Pour toutes ces raisons, les femmes voient leurs "capacités" restreintes, et elles sont à la fois plus pauvres et plus "vulnérables" à la pauvreté chronique.

Est ce que la tendance est à l'amélioration ?

Non seulement les femmes sont plus pauvres, mais les politiques de mondialisation néo-libérale sont loin de réduire les inégalités. Les conséquences des Plans d'Ajustement Structurels imposés aux pays en

développement ont des effets très négatifs sur la situation des femmes : les restrictions des dépenses des Etats touchent en premier lieu le secteur social, la santé et l'éducation.

- la réduction des dépenses de l'Etat a entraîné des licenciements massifs dans le secteur public - santé et éducation surtout - où les femmes sont majoritaires;

- ces réductions ont touché particulièrement les personnes les plus dépendantes des services sociaux : les pauvres, qui sont majoritairement des femmes, et les foyers monoparentaux qui sont encore les femmes

- l'inscription des filles à l'école primaire a chuté dans 42 pays depuis 1985, car la préférence est donnée aux garçons lorsque les familles n'ont pas les moyens pour l'éducation des enfants.

- la privatisation des secteurs de l'éducation et de la santé a aussi fait reposer sur les femmes, sur leur travail non rémunéré et invisible, toutes les tâches, les soins et les systèmes de soutien précédemment assumés par l'Etat pour la collectivité. Cette substitution s'est traduite par une surcharge de travail pour les femmes.
- la mondialisation libérale a certes créé des opportunités d'emplois pour de nombreuses femmes mais on oublie de dire que ce sont des emplois à très bas salaires, précaires et dans de mauvaises conditions de travail.

Pour les entreprises qui sont engagées dans la course au profit, le modèle idéal du salariat repose sur la soumission totale, un salaire de misère, l'absence de protection sociale, de législation du travail et de syndicat. Le modèle idéal, c'est la main-d'œuvre féminine, bon marché, docile et résistante.

Les femmes travaillent de plus en plus souvent dans le secteur informel, en particulier au travers du travail à domicile qui ne bénéficie d'aucune réglementation. Et le travail à domicile concerne les femmes puisque ces activités leur permettent de combiner leur travail payé et celui non payé de reproduction.

Il faut noter que la flexibilisation et la précarisation des emplois concernent maintenant aussi les pays du Nord.

On voit donc de quelle manière la mondialisation libérale s'appuie sur la division sexuelle du travail et sur la construction sociale des rôles masculins et féminins.

La concurrence internationale ne favorise pas la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes.

Plus généralement, l'accumulation de profits qui tend à être le seul objectif des politiques néo-libérales est incapable de garantir le développement humain et les droits humains fondamentaux.

Contrairement à ce qui est dit par les tenants de la mondialisation libérale, la croissance n'entraîne pas la redistribution des bénéfices à toutes les couches de la population, puisque les inégalités augmentent aussi entre les pays, et à l'intérieur des pays.

Le PIB par habitant étant une moyenne calculée sur un pays, il ne dit rien sur les inégalités à l'intérieur des pays. Il croît pour une majorité de pays alors que la part de la population la plus pauvre s'appauvrit encore. Si on considère le rapport entre les revenus des 10% les plus riches et des 10% les plus pauvres de la population, on constate que ce rapport augmente pour la plupart des pays.

Le développement humain n'est pas



une conséquence du développement économique car il n'a pas de lien automatique avec le revenu national ou PIB par habitant. Les rapports du PNUD sur le développement humain fournissent des exemples significatifs : le Vietnam et le Pakistan ont le même revenu par habitant mais le Vietnam a un indicateur de développement humain (IDH) supérieur de 40% à celui du Pakistan. Ce qui signifie que le Vietnam a beaucoup plus œuvré pour traduire son niveau de revenu en terme de développement.

La "prospérité économique" d'un pays n'est donc pas un préalable au développement humain.

De la même manière, elle n'est pas un préalable à la mise en œuvre d'opportunités pour les femmes.

Là encore les indicateurs officiels le démontrent. En vue de refléter les inégalités sociologiques suivant le genre, un indicateur sexo-spécifique de développement humain est calculé par le PNUD en prenant en compte les mêmes éléments que l'indicateur de développement humain IDH. Si le niveau de développement humain était le même entre les sexes, les 2 indicateurs seraient

égaux. Or pour tous les pays, l'indicateur sexo-spécifique est inférieur, signifiant que les inégalités de genre sont partout présentes. L'ampleur des disparités varie beaucoup en fonction des pays. Certains des pays en développement ont de meilleurs résultats que les pays industrialisés pourtant beaucoup plus riches. Par exemple, les Bahamas se classent devant l'Italie ou le Japon, la Barbade fait beaucoup mieux que la Grèce. Un niveau élevé de revenu n'est donc pas nécessaire pour augmenter les opportunités offertes aux femmes.

En conclusion

Pour que les stratégies de lutte contre la pauvreté réussissent, elles doivent prendre en compte les questions relatives au statut inférieur des femmes et à leur manque d'opportunités. Elles doivent s'appuyer sur une analyse systématique de l'impact différent sur les hommes et sur les femmes de tout projet envisagé. Une telle analyse permet de formuler des solutions nouvelles mettant en avant l'égalité de genre. C'est ce qu'on appelle une approche de genre.

Mais ces propos sur la nécessité d'une approche de genre ne sont pas nouveaux. Les gouvernements et la communauté internationale ont convenu à Pékin en 1995 que la pauvreté, et donc la présence prépondérante des femmes dans la pauvreté, est un problème au Nord comme au Sud. Ils ont reconnu que l'élimination de la pauvreté exige une participation démocratique de tous et toutes. Ils ont reconnu que des changements dans les structures économiques sont nécessaires si l'on veut assurer une distribution plus équitable des richesses. Ils ont pris des engagements concernant le renforcement du pouvoir d'action économique, politique et social des femmes. Ces engagements ne sont pas tenus, faute de volonté politique. Certains des objectifs internationaux établis sont déjà manqués comme l'éducation de base pour tous les enfants, garçons et filles pour l'an 2000.

C'est pourquoi nous faisons les propositions suivantes.

1. La répartition équitable des

richesses, que ce soit le produit d'une taxe type Tobin, ou un fonds d'aide au développement, ne peut se faire que par une approche de genre, afin de prendre en compte les inégalités structurelles entre les hommes et les femmes, parce qu'elles sont centrales dans la lutte contre les injustices et pour le développement humain. Cette répartition doit considérer les conséquences des relations de genre sur l'ensemble des problématiques du développement humain et durable, à tous les niveaux de discussion et d'action.

2. Le fonctionnement des instances décisionnelles qui auront la gestion de ces fonds, en plus de la nécessaire transparence et démocratie, doit être paritaire (au sens hommes/femmes) à tous les niveaux impliqués.

3. L'élaboration et le contrôle des programmes contre la pauvreté devra se faire au plus près du niveau local, en étroite collaboration avec la population concernée, en veillant à la place prioritaire des femmes.

Le contenu des programmes respectera un cadre de référence défini par 3 axes majeurs d'action :

- le renforcement de pouvoir d'action économique des pauvres
- l'égalité entre les genres
- le respect du développement durable

4. Pour tenir compte du caractère très sexué de la pauvreté, 50% a minima des fonds devront être explicitement attribués à la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Ce taux de 50% est un minimum; il n'est plus admissible que 70% des pauvres soient des femmes, que les 2/3 des analphabètes adultes soient des femmes, que les 2/3 des enfants non scolarisés soient des filles, que 30% des femmes soient confrontées à la violence domestique, et que les femmes gagnent de 50 à 80% des salaires des hommes.

Il n'y aura pas de mouvement de lutte contre la mondialisation libérale efficace sans y intégrer activement la dimension du genre. Alors un autre monde équitable pour tous et pour toutes sera possible.

**Propos recueillis
par Jean Vogel**

La Question des Femmes dans le Débat Européen*

par Irène Kaufer

La question du genre ne devrait pas constituer un chapitre à part. En fait, elle traverse l'ensemble des questions, même si souvent, y compris dans les groupes luttant pour une autre mondialisation, une "neutralisation" des problèmes permet d'évacuer la question...

Femmes-hommes : égalité vers le bas

Or, on ne peut oublier que 70% des pauvres sont des femmes. Deux analphabètes sur trois sont des femmes, et sur trois enfants ne fréquentant par l'école, deux sont des petites filles.

De même, quand on parle de sujets aussi "neutres" que le temps partiel, les familles monoparentales, les cohabitants et leurs droits sociaux rabotés, le phénomène des "working poors"... dans toutes ces catégories, les femmes forment une écrasante majorité, de l'ordre de 80 à 90%. Sans compter qu'elles sont, avec les enfants, les premières victimes de phénomènes comme les violences, que ce soient les guerres (80% des réfugiés sont des femmes et des enfants) ou la traite des êtres humains.

D'un autre côté, les conséquences du libéralisme triomphant, de la privatisation des services publics, de la flexibilisation du travail, les touchent en priorité. Ainsi, lorsqu'une logique libérale impose des restrictions de tout ce qui n'est pas directement "rentable", et en premier lieu les services sociaux, les femmes sont triplement touchées : d'abord parce qu'elles sont majoritaires à y travailler, d'où pertes d'emploi; ensuite comme utilisatrices de ces services; et enfin parce que ce sont encore

elles qui, par leur travail invisible, reprennent les tâches d'éducation, de soin qui ne sont plus assurées collectivement. "Quand les services publics sont privatisés, qui doit prendre la relève? Les femmes, naturellement", rappelait Susan George, lors du lancement de la Marche Mondiale des Femmes en mars 2000.

Les femmes sont discriminées...

Au niveau de l'Union européenne, les discours égalitaires ne manquent pas. Dès 1957, le Traité de Rome posait clairement (article 119) l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins. Le Traité de Maastricht, puis le Traité d'Amsterdam englobent la promotion de l'emploi des femmes et la suppression des discriminations.

Et pourtant, la réalité sur le terrain est tout autre. Prenons l'exemple de l'égalité des salaires : plus de quarante ans après le traité de Rome, les chiffres sont accablants. Dans les 15 pays de l'Union Européenne, les femmes gagnent en moyenne 25% de moins que les hommes, et ceci en prenant en compte uniquement le travail à temps plein (statistiques *Eurostat*). Même si l'on élimine les différences structurelles (âge, éducation, présence dans certaines professions ou dans des postes d'encadrement), la différence reste de 15%. Donc, non seulement l'accès aux professions et aux postes n'est pas égal, mais même le principe élémentaire « à travail égal, salaire égal » n'est pas d'application. Plus intéressant encore : où constate-t-on le moins d'inégalités? Pas dans les pays scandinaves, pourtant réputés pour leurs efforts dans le sens de l'égalité; certaine-

ment pas dans l'ultralibérale et blairiste Grande-Bretagne, avec sa troisième voie (de garage); et pas plus aux Pays-Bas, souvent présentés comme un "modèle" pour l'égalité hommes-femmes (ils sont avant-derniers, seule la Grèce fait pire!) Non, la différence est la moins élevée (11% tout de même) dans les "nouveaux Länder" allemand, c-à-d l'ex-RDA. Là où les "bienfaits" de l'Europe libérale ont tardé à frapper...

Plus grave encore : au nom de l'égalité, des actions positives envers les femmes sont « cassées » par cette Europe-là. Ainsi, la Cour de Justice Européenne (où ne siégeait d'ailleurs aucune femme...) déclarait en 1995 contraires au principe d'égalité les discriminations positives pratiquées par certains pays ou régions (comme un système de quota ou la préférence donnée à des candidates femmes pour certains postes, à qualification égale).

Au nom de l'égalité toujours, des protections sautent : c'est une directive européenne qui a obligé des Etats (dont la Belgique) à élargir les possibilités de travail de nuit pour les femmes. Alors que le même principe d'égalité aurait pu, au contraire, contribuer à restreindre le travail de nuit pour les hommes.

Et toujours au nom de l'égalité, en Belgique, les conditions pour la retraite des femmes seront alignées sur celles des hommes : 45 ans de carrière pour avoir droit à une pension complète. Même dans l'ancien système, où les femmes devaient justifier d'une carrière de 40 ans seulement, les pensions des femmes étaient inférieures à celles des hommes (carrières interrompues, salaires plus bas...) Avec la nouvelle mesure, le fossé ne fera que se creuser.



...Mais les femmes luttent

S'il existe tout de même une marche vers l'égalité, elle s'appuie davantage sur des luttes (comme celle des femmes de la FN en 1966 pour l'égalité des salaires) que sur les textes européens. Au mieux, ces textes peuvent-ils servir de base aux revendications.

En 2000, la Marche Mondiale des Femmes, contre la Violence et la Pauvreté, a rassemblé des dizaines de milliers de femmes (et d'hommes) dans le monde (dont 30.000 manifestantes le 14 octobre à Bruxelles). Des groupes continuent à se réunir et à travailler à partir de ces Marches.

Mais il faut surtout veiller à ne pas écarter la question, ne pas faire des "femmes" un sujet parmi d'autres de la lutte contre la mondialisation libérale: en effet, comme le proclame le groupe "Femmes et Mondialisation" d'At-

Salaires horaires bruts féminins en pourcentage des salaires masculins ? (rémunérations à plein temps, primes exclues)			
Belgique	83,2	Italie	76,5
Danemark	88,1	Luxembourg	83,9
Allemagne*	76,9	Pays-Bas	70,6
Allemagne**	89,9	Autriche	73,6
Grèce***	68,0	Portugal	71,7
Espagne	74,0	Finlande	81,6
France	76,6	Suède	87,0
Irlande	73,4	Royaume-Uni	73,7

* Anciens Länder

** Nouveaux Länder, Berlin Est inclus

*** Industrie uniquement

tac, "Les femmes ne sont pas un groupe social, ni une minorité ethnique, ni une catégorie socio-professionnelle: les femmes comme les hommes définissent tout simplement l'humanité. Elles sont certainement le plus important "groupe d'intérêts" du monde, dans le sens où elles ont toutes intérêt à

abolir le patriarcat et elles ont pour la plus grande partie d'entre elles, intérêt à abolir la domination libérale".

**Ce texte d'Irène Kaufer sera publié dans la nouvelle édition du petit livre d'ATTAC: L'Europe de la Table Ronde.*

Pour une approche de genre de la violence à l'école

par Leirn ¹

Parler d'une éducation sexuée à l'école peut surprendre puisque de nos jours, la mixité est de mise partout. Les programmes scolaires du baccalauréat en France sont les mêmes pour les garçons et les filles depuis 1924. Mais l'école polytechnique, elle, n'est mixte que depuis 1972. Ce dernier vestige nous rappelle que pendant longtemps, l'éducation des filles n'était pas considérée équivalente à celle des garçons, ne servait pas les mêmes buts. La loi Camille Sée, en 1880, statue sur le rôle de l'éducation des filles, à l'image du rôle de femmes qu'elles auront ensuite à tenir : "il ne s'agit pas de préparer les jeunes filles à être savantes [...]. [Les lycées et collèges de jeunes filles] ont été fondés pour faire de bonnes épouses et de bonnes mères, de bonnes maîtresses de maison, sachant à la fois plaire à leur mari, instruire leurs enfants, gouverner la maison avec économie et répandre autour d'elles les bons sentiments et le bien-être." Les filles apprenaient suffisamment de latin pour pouvoir aider leurs futurs fils dans leurs devoirs. On leur enseignait les sciences de sorte qu'elles puissent tenir une discussion mondaine avec les amis de leur mari. En somme, les filles n'étaient pas éduquées pour elles-mêmes mais pour leur famille et leur entourage, au mépris complet de leurs aspirations.

De ces présupposés, il reste des traces, dans la façon dont les élèves filles sont considérées encore aujourd'hui dans l'institution scolaire. D'une part, on

constate globalement une meilleure adaptation des filles à l'école : elles exercent mieux leur "métier" d'élèves, avec docilité et gentillesse, leurs résultats sont meilleurs toutes disciplines confondues en primaire. Au collège, elles sont globalement meilleures, même si leur avance s'érode (ou disparaît en 4^e / 3^e dans les matières scientifiques). Paradoxalement, quand on demande aux enseignants de citer les meilleurs élèves de la classe, pour la majorité d'entre eux, ils citent d'abord des garçons (selon une enquête de 1998). Confrontés par la suite aux résultats scolaires de leurs élèves, ils expliquent leur choix de la manière suivante : si les filles réussissent, c'est grâce à leur travail. Quand elles échouent, c'est parce qu'elles font ce qu'elles peuvent. Alors que les garçons sont considérés souvent comme bien meilleurs qu'il n'y paraît. Ils sont supposés gâcher par leur conduite un potentiel dont on ne se doute pas. En somme, les enseignants estiment que les garçons seraient bien meilleurs que les filles, s'ils se décidaient à travailler...

Une recherche a été menée au cours des années 1990 auprès de professeurs de physique (hommes et femmes) de collège et s'est déroulée de la façon suivante : les mêmes copies d'élèves de 4^{ème} leur ont été soumises, avec soit un prénom de fille, soit un prénom de garçon. On constate que, lorsque la copie est bonne, elle obtient une meilleure note si elle porte un prénom de garçon. En revanche, quand la copie est médiocre, la note est moins sévère si elle porte

un prénom de fille. On peut ajouter par ailleurs que les enseignants femmes comme hommes, se conduisent de la même manière dans leur mode de notation.

Enfin, les enseignants considèrent de manière générale qu'il est plus intéressant d'enseigner à des garçons qu'à des filles, car les filles



sont jugées "toutes pareilles". Le fait de considérer le groupe des dominés comme homogène et le groupe des dominants comme étant constitué d'une somme d'individus n'est pas propre aux rapports de sexes. On a constaté ces mêmes réflexions envers un groupe de personnes blanches par rapport à un groupe de personnes de couleurs ou encore entre des élèves

¹ Texte prononcé lors du colloque organisé par l'Association Du côté des Femmes de Cergy Pontoise, décembre 2000

issus de milieux aisés et des élèves issus de milieux pauvres. Chez le groupe dominé, le trait saillant est celui qui les identifie comme dominé (noir, pauvre ou ici, féminin). Alors que le groupe des dominants n'est pas perçu comme un groupe. Donc, dans le cas des élèves filles, elles sont d'abord définies par rapport à leur sexe alors que les garçons sont perçus comme des individus distincts. Par conséquent, les garçons reçoivent un enseignement plus personnalisé et monopolisent une plus grande part d'attention, quel que soit le sexe de l'enseignant. En toute logique, les enseignants valorisent chez les filles conformisme et passivité alors qu'ils favorisent l'initiative et l'originalité chez les garçons. Ils réprimeront aussi moins sévèrement les écarts de conduites des garçons.

Par la suite, les filles intègrent ces différences de jugement dans leur cursus et perdent confiance. Elles attribuent d'elles-mêmes leurs échecs à un manque d'aptitudes (alors que les garçons l'attribueront à un manque de travail). Elles pensent qu'elles seront susceptibles au besoin de sauver par leur physique une prestation intellectuelle incertaine. Elles comprennent que si elles échouent, le maître les aimera bien quand même, à condition qu'elles soient sages. Elles intègrent donc qu'il peut être aussi important de plaire que de se former. C'est ce qu'on appelle l'effet d'attente ou effet Pygmalion qui est probablement une des règles les plus implacables mises en évidence par les sciences sociales : les élèves deviennent tels que les maîtres pensent qu'ils doivent être. Par conséquent, considérées comme moins dignes d'attention, les filles perdent l'estime de soi.

Ce rapide résumé des rapports sociaux de sexe à l'école ne traitait que de la violence symbolique. La violence physique envers les filles est également présente à l'école, même s'il est peut-être encore plus tabou de l'aborder.

Quand on interroge les filles sur les violences qu'elles peuvent ressentir de la part des garçons, on recueille les propos suivants (en

1996, dans un collège considéré comme défavorisé de la région parisienne, recherche de Monique Desjardin) : "Les garçons sont les plus forts"; "J'ai peur des coups, surtout des garçons"; "Pourquoi les garçons aiment-ils taper les filles?" et, sous une autre rubrique : "Les garçons n'arrêtent pas de toucher les seins des filles"; "Ils bloquent les filles et leur baisent les jupes"; "Ils surveillent les filles dans les toilettes car ils aiment voir les filles nues".

Les garçons se disent également agressés par d'autres garçons (il s'agit d'ailleurs toujours de violence masculine). Ils se retrouvent, par exemple, obligé de baisser leur pantalon devant leurs agresseurs. Mais, la perception du danger est différente quand on interroge les garçons ou les filles. Les garçons considèrent que c'est la situation qui est dangereuse (les agresseurs sont trop nombreux ou plus âgés par exemple). Mais quand les filles se font agresser, elles se considèrent toujours intrinsèquement plus faibles et sans défense. Elles ne songent pas à se regrouper pour se défendre et soupirent d'un air fataliste : "les garçons sont toujours les plus forts". En outre, elles pensent qu'il est dans la nature des garçons d'être ainsi et qu'on n'y peut rien, sinon tenter de s'en protéger.

D'ailleurs, la réponse des adultes de l'école a été dans ce sens. Pour régler le problème des toilettes, ils y ont fait aller les élèves groupés par sexes avant la récréation. Il s'agit en fait de résoudre les problèmes de mixité en séparant les sexes. Quand les filles viennent se plaindre des garçons à un enseignant homme, celui-ci répond "défendez-vous" et quand elles demandent assistance aux femmes, elles entendent : "Allez jouer plus loin". Finalement, les réponses (une réponse active de la part des hommes et une réponse passive de la part des femmes) sont les mêmes dans les deux cas : c'est aux filles de faire quelque chose pour ne plus subir les attaques des garçons.

En somme, tout se passe comme si l'attitude des garçons était inévi-

table. La seule façon de réagir est de protéger les filles ou de leur apprendre à se battre, mais certainement pas de tenter une prise de conscience (ou même des punitions) chez les garçons.

Il en résulte, d'une part, un processus de victimisation : les filles sont par nature les victimes des garçons, et d'autre part, un processus de culpabilisation : si je prends des coups, c'est parce que je suis restée trop près, je les ai cherchés, j'ai voulu me battre.

Pour résumer : si les garçons regardent sous les jupes des filles, c'est parce que les filles ont des jupes. S'ils frappent les filles, c'est parce qu'il y a des filles.

Tentons de finir sur une note optimiste. Jusqu'à tout récemment, les problèmes de la mixité n'intéressaient pas grand monde dans les écoles. Le discours dominant expliquait que tout était réglé et que l'école républicaine permettait l'égalité des sexes. J'en prends pour témoin le gros rapport sur le sexisme latent ou flagrant des manuels scolaires qui est pratiquement resté lettre morte. Pourtant, il y aurait bien des reproches à faire sur les manuels scolaires qui disent encore, par exemple, que le suffrage universel est arrivé en France en 1789, oubliant de mentionner que seuls les hommes pouvaient voter.

Le plus important, pour faire prendre conscience de ces problèmes, c'est d'en parler. Les enseignants, les parents et les élèves sont pris dans les mêmes stéréotypes que chacun d'entre nous, qui avons été élèves et sommes peut-être maintenant parents et/ou enseignants. Et le propre des stéréotypes, c'est d'être invisibles. Avec des publications et des recherches, ils le deviennent un peu moins.

Bibliographie très succincte :

Mosconi Nicole, *Femmes et savoir : la société, l'école et la division sexuelle des savoirs*, L'Harmattan, 1994

Duru-Bellat Marie, *L'Ecole des filles : quelles formations pour quels rôles sociaux*, L'Harmattan, 1990

Zaidman Clause, *La mixité à l'école primaire*, L'Harmattan, 1996

Bulletin officiel de l'Éducation nationale : <http://www.education.gouv.fr/bo/default.htm> (B.O. Hors Série n°10, 2 novembre 2000)

Y a-t-il un effet "genre" lors de la transition de la phase de formation à la vie professionnelle ?

Marina Decarro

Service de la recherche en éducation (SRED) Département de l'instruction publique du canton de Genève (extrait de la Communication au Congrès international de la SSRE, Aarau, Octobre 2001).

En guise d'introduction j'aimerais présenter un texte de Nicole Mosconi qui figure au début de son ouvrage *Femmes et savoir*. Elle commente son parcours personnel: *"Comment a-t-il été possible que moi, fille d'employés d'une administration publique, vouée par voeu maternel à devenir institutrice car, me répétait ma mère "c'est bien pour une femme", je me sois retrouvée enseignante d'université et chercheuse? Comment ai-je pu échapper à ce "destin" qui, en tant que femme, m'était assigné? Sans doute avais-je quelque peu dépassé le voeu maternel en préparant, sur le conseil d'un de mes professeurs de lycée, non pas l'Ecole Normale, mais l'Ecole Normale Supérieure, et en devenant, de ce fait, non pas institutrice, mais professeur. S'il s'agissait d'une fonction professionnelle qui, dans le langage, se disait au masculin, sans équivalent féminin, elle ne représentait pas cependant pour moi une transgression, mais plutôt une meilleure manière de réaliser le voeu maternel, puisqu'en même temps elle me permettait, répondant au désir de mon père, de faire ces études supérieures que lui n'avait pu faire*

après son baccalauréat. Et puis je n'étais qu'une parmi tant qui contribuaient à ce mouvement de "féminisation" de l'enseignement secondaire que l'on observait alors. Et je ne déviais pas d'un modèle "féminin", puisqu'il s'agissait d'éduquer (fonction "féminine") la jeunesse, tout en "conciliant harmonieusement", grâce au temps libre et aux vacances, tâches professionnelles et éventuelles tâches familiales."

Ce petit texte est très éclairant car on y trouve des références: 1) aux attentes de la mère et du père à l'égard de leur fille, 2) à l'anticipation du futur rôle de femme mariée mère de famille, censée assumer la charge des enfants et du ménage, 3) à l'influence de l'intervention d'un professeur (donc de l'institution scolaire) qui l'a poussée vers une voie scolaire plus exigeante à laquelle elle n'aurait pas osé prétendre sans cet appui, 4) à la ségrégation existante dans le marché du travail qu'il n'est pas prudent de transgresser, 5) à l'évolution durant la période considérée qui a favorisé l'accès des femmes aux professions de l'enseignement secondaire supérieur, 6) au modèle féminin et aux caractéristiques de la plupart des professions des femmes, l'éducation figurant parmi les activités "féminines" dans nos régions, 7) à l'aspiration à "concilier harmonieusement" l'activité professionnelle et les responsabilités familiales. Dans ces quelques phrases sont abordées à mon avis un grand nombre de questions per-

tinentes sur les relations et la transition entre la formation et l'activité professionnelle du point de vue du "genre" et des "rapports sociaux de sexe". N. Mosconi, a formulé ses remarques explicitement à partir de sa situation de femme professeur, engagée dans la recherche. Quels seraient les termes employés par un chercheur se livrant à la rédaction d'un texte équivalent?

Un modèle masculin

Dans une approche individuelle, la transition de la formation initiale à la vie active peut se comprendre comme la période qui débute à la fin de la scolarité obligatoire et se termine lorsque la personne a achevé sa première formation et que le travail devient son activité principale. Dans une approche plus globale, on s'inspire de la formulation proposée par l'OCDE qui définit *"le début de la période de transition comme l'âge auquel 75% de la population est encore en formation sans travailler. La fin de la période de transition se définit comme l'âge auquel 50% de la population travaille et ne fait pas d'études"*. Ces définitions sont opérationnelles et établies en fonction des objectifs visés. La formulation employée est-elle adaptée à la réalité? Ne part-elle pas d'une conception théorique biaisée? La notion de transition peut-elle être utilisée comme neutre? L'absence de la dimension du genre se répercute-t-elle sur les

observations, les analyses et les résultats? Les sciences sociales traitent souvent de la réalité sociale et en particulier de l'activité et la vie professionnelles en termes neutres et généraux alors que ce qui est évoqué se réfère implicitement à une existence masculine en "oubliant" que la moitié de la population est laissée dans l'ombre. Peu à peu, les travaux théoriques et empiriques menés par le courant de la recherche féministe tendent à modifier en l'enrichissant cette perception univoque de la réalité sociale. La transition se rapporte au passage d'un état à un nouvel état. Dans son fondement la notion de transition se réfère à un premier état de départ: la situation d'une cohorte de jeunes en formation et se préoccupe de l'état d'arrivée: la situation de cette même cohorte de jeunes du point de vue de leur activité professionnelle, donc de leur insertion dans la vie active. Or, cette trajectoire correspond au parcours classique masculin dans les pays économiquement développés. A l'exception des problèmes graves de santé ou des difficultés liées au chômage et la marginalité (ou à la délinquance), la trajectoire masculine se déroule en quatre séquences: 1) formation, 2) phase d'insertion, 3) activité professionnelle, 4) retrait de la vie professionnelle. Ces séquences peuvent varier en durée et leurs limites devenir plus ou moins perméables et floues mais leur organisation reste relativement stable. Ces séquences conviennent mal pour saisir les trajectoires d'une grande majorité de femmes dont les parcours ne s'organisent qu'en partie autour de l'axe professionnel. Leur formation professionnelle initiale est souvent plus courte que celle des garçons et les projets d'acquisition de formations complémentaires moins fréquents. Surtout, la période de la vie consacrée par les hommes à l'activité professionnelle est chez une majorité de femmes subordonnée aux exigences de la famille. Ainsi, à une première période de travail à plein-temps succèdent, dès la naissance des enfants, des phases d'interruptions plus ou moins

longues, une réduction du taux d'activité, des changements de métier ou de branche, etc. Et dans les cas de reprise d'une activité professionnelle après 10 ou 15 ans d'interruption, celle-ci s'effectue généralement en offrant de faibles perspectives de développement professionnel, d'autant plus que, les métiers ne cessant pas d'évoluer, le processus de déqualification est rapide et presque inévitable. Ces aspects sont connus, mais j'aimerais insister sur le fait que les variations dans la continuité et les taux d'activité professionnelle des femmes sont dépendants de la continuité et des taux d'activité des hommes. Dans les pays économiquement développés, la carrière professionnelle de la majorité des femmes est discontinue, parce que celles des hommes est continue. Ce sont les deux faces indissociables du même phénomène. Imaginons un instant, une génération entière de femmes qui après la formation, travaillent majoritairement de manière continue et à plein temps jusqu'à l'âge de la retraite, en suivant le modèle masculin. Qui accomplirait alors l'indispensable travail domestique et de soins que ces femmes ne feraient pas? Des domestiques venues d'ailleurs? Des équipements collectifs créés à cette fin? Les hommes de cette génération devraient-ils travailler à temps partiel et de manière discontinue pour assumer ces tâches?

D'autres horizons d'attente

Lorsqu'il est question de la transition de la formation à la vie professionnelle, il nous semble indispensable de garder à l'esprit la différence fondamentale entre la représentation de la vie et de la carrière professionnelle des jeunes hommes et des jeunes femmes. Pour ces dernières, l'horizon temporel des premiers emplois après l'apprentissage s'étend de manière explicite ou non jusqu'à la naissance du premier enfant et cette représentation influence vraisemblablement par anticipation les choix d'orientation et l'investissement dans la formation. L'échéan-

ce de l'éventuelle arrivée des enfants n'a aucun effet négatif sur la carrière professionnelle masculine, bien au contraire. Ainsi, des considérations liées à une éventuelle future organisation de la vie familiale sont parfois en mesure d'expliquer des choix en matière de formation qui semblent peu rationnels car ne tirant pas le meilleur parti des résultats scolaires obtenus.

Il convient de rappeler que, formellement, toutes les formations professionnelles sont accessibles depuis quelques années aux jeunes des deux sexes. Pourtant, d'autres logiques sont susceptibles d'influencer les processus de décision comme la logique de loyauté envers l'origine sociale ou nationale ou encore la logique de distinction (y compris négative par une conduite d'échec). Parmi ces diverses logiques d'action, figurent notamment celles qui ont trait aux projets de vie et à l'articulation entre les projets professionnels et les projets familiaux, déterminées par le genre. L'aspiration à un même projet familial (une famille "standard" formée du couple et deux enfants diffusée massivement par les messages publicitaires entre autres) est partagée par une majorité de jeunes des deux sexes mais se décline de manière tout à fait différente selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme et peut aboutir à des résultats très différents sur le plan des décisions de formation ou de choix professionnels.

Sur le plan de l'élaboration des projets d'avenir, les garçons et les filles tirent des conclusions totalement différentes du point de vue des perspectives de continuité de l'activité professionnelle et du taux d'activité envisagés. Pour les garçons, le projet de vie familiale induit une activité professionnelle continue, exercée à plein temps, pour les filles le même projet induit une interruption transitoire ou définitive de l'activité professionnelle, le temps partiel, etc. Dans leur cas, la perspective familiale prime et détermine la perspective professionnelle. Bien entendu ce qui est décrit est une tendance car cette articulation

n'est pas identique et varie sans doute selon le niveau de formation atteint, le milieu social d'origine, l'histoire familiale, etc. Par ailleurs, les transformations actuelles du travail salarié pourraient laisser penser que certaines caractéristiques du travail "féminin" (flexibilité, temps partiel, travail temporaire, travail précaire, interruptions d'activité, etc.) tendent à se propager peu à peu dans la population active masculine.

Dans la période qui suit immédiatement l'obtention du diplôme secondaire, les jeunes femmes semblent entrer dans la vie professionnelle dans une plus forte proportion que les jeunes gens. Ceci n'empêche pas qu'elles songent d'emblée à subordonner leur activité professionnelle aux rythmes de la vie familiale si elles venaient à avoir des enfants. La socialisation spécifique des garçons et des filles commence dès le plus jeune âge comme l'a montré Belotti² en son temps, et elle se poursuit tout au long de l'enfance. Plus tard, l'anticipation des rôles familiaux compte parmi les éléments qui influencent les décisions d'orientation et Marie Durut-Bellat³ a expliqué le caractère judicieux de certaines décisions d'orientation qui ne peuvent se comprendre qu'en regard des exigences de la vie familiale auxquelles les femmes sont tenues de s'adapter. Mais, bien entendu, les projections de l'avenir diffèrent en fonction du milieu social d'origine, de la conjoncture, du niveau de formation atteint ou même de la politique familiale appliquée, tel que, par exemple, le nombre, la qualité et les facilités d'accès aux struc-

tures de garde des enfants. Ainsi, les rapports sociaux de genre sont présents et en action tout au long de l'existence des individus, durant les processus de socialisation, aussi bien pendant l'enfance, que durant les périodes de formation, comme ensuite dans les phases successives de l'âge adulte. Naturellement, ces rapports sociaux de genre se traduisent de manière différente selon le sexe et varient selon les périodes et les circonstances. Ils agissent au sein de la famille, lors des échanges entre condisciples ainsi qu'avec les enseignant(e)s, les conseillers et conseillères d'orientation, les maîtres d'apprentissage, de même que lors des recherches d'une place d'apprentissage ou d'un emploi. En outre, lorsqu'il est question de se projeter dans l'avenir, la fréquente aspiration à créer une famille amène (justifie chez) de nombreuses jeunes femmes une forme de renoncement au développement professionnel et attribue un caractère contingent à la profession. Ce renoncement est moins fréquent chez les jeunes hommes qui sont censés fournir des ressources suffisantes à leur famille. L'axe principal d'insertion dans la vie adulte pour les filles semble se situer autour du projet affectif et familial. Cette polarisation ne semble pas exister avec la même force chez les garçons.⁴ Du point de vue de la recherche sur les transitions, et en particulier des transitions de la formation à la vie active, il nous semblerait nécessaire d'intégrer les rapports sociaux de genre dès la conception de l'étude. En effet, les choix d'orientation, le type de formation professionnelle ou

générale, les décisions de continuer ou de reprendre une formation, l'interruption de la formation ou sa poursuite malgré les difficultés rencontrées jusqu'à l'obtention du diplôme, les aspirations et les projets d'avenir sont largement influencés par les rapports sociaux de genre et l'appartenance sexuelle des individus. Les modes d'insertion dans une activité professionnelle et leur horizon temporel sont sans aucun doute en partie dépendants de l'existence ou l'absence de stratégies en vue de la carrière professionnelle et de son articulation avec les projets de vie, familiale notamment. Nous avons plaidé en faveur d'une notion des transitions qui soit "mixte", c'est-à-dire qui tienne compte à la fois de l'horizon temporel lors de l'insertion professionnelle et du caractère indissociable et complémentaire des phénomènes de continuité et de discontinuité des activités professionnelles des hommes et des femmes. En appliquant un modèle qui correspond aux trajectoires masculines, on ne peut pas saisir de manière adéquate la multiplicité des trajectoires féminines. Dès lors, celles-ci apparaissent obligatoirement extraordinaires ou anormales. Chercher à définir la transition en termes de mixité est une perspective de travail plus facile à énoncer qu'à réaliser mais méritant qu'on y réfléchisse. On peut établir un parallèle avec les interruptions du travail rémunéré qui se traduisent par des entrées et sorties des femmes de la population active et du chômage.

¹ Mosconi N., "Femmes et savoir: la société, l'école et la division sexuelle des savoirs", L'Harmattan, Paris, 1994.

² Belotti Elena G "Du côté des petites filles", Des femmes, Paris, 1974

³ Marie Durut-Bellat, "La raison des filles. Choix d'orientation ou stratégies de compromis", In L'orientation scolaire et professionnelle, septembre 1991, Vol. 20 N° 3, Paris, 1991; voir aussi L'école des filles. Quelle formation pour quels rôles sociaux?, L'Harmattan, Paris, 1990.

⁴ Levy R., Joye D., Guye O., Kaufmann V., Tous égaux? De la stratification aux représentations Seismo, Zürich, 1997: p. 443 "Ce traditionalisme familial ne doit pas être défini comme une séparation sexuelle stricte des rôles intra- et extra-familiaux dans le couple mais le modèle d'une insertion dominante prépondérante par rapport aux autres, intrafamiliale pour les femmes, extrafamiliale pour les hommes. Nous avons trouvé des indications de ce phénomène dans nos analyses des profils d'insertion; les résultats sur les parcours leur font écho: pour les hommes c'est l'activité professionnelle qui est constante et en quelque sorte non contingente, pour les femmes c'est l'insertion familiale."

Intégrisme, Islam et femmes

par Nawal Sadawi et Chahla Chafiq.

Nawal El-Saadawi, psychiatre, chercheuse et écrivaine féministe égyptienne, membre de l'association "Arab Women Solidarity Organisation", a publié de nombreux ouvrages traduits dans plusieurs pays. Son engagement lui a valu la prison dans son pays et l'exil aux Etats-Unis. Aujourd'hui, elle vit de nouveau en Egypte où elle a également repris son activité militante sur le terrain. Chahla Chafiq est exilée politique d'origine iranienne. Sociologue de formation, elle est formatrice à l'ADRI, agence parapublique qui travaille dans le domaine de l'immigration. Ecrivaine, elle a publié plusieurs ouvrages sur les femmes et l'Islam, en particulier sur la question du voile.

Nawal El Saadawi :

L'intégrisme est un phénomène universel. En France et aux Etats-Unis, on dit souvent qu'intégrisme égale Islam, comme si l'intégrisme était forcément lié à l'Islam. Mais ce n'est pas vrai, c'est universel. J'ai été en exil aux Etats-Unis pendant plus de 6 ans et menacée par les intégristes chrétiens qui représentent un mouvement très fort aux Etats-Unis. Il y a également l'intégrisme juif très fort en Israël, un intégrisme hindou, un intégrisme bouddhiste. Cela existe partout où il y a des religions. C'est un mouvement lié au renouveau religieux, cela correspond à un phénomène politique, c'est-à-dire que c'est utilisé dans le domaine politique et cela dans le sillage du néocolonialisme mené par les Etats-Unis et repris par les gouvernements nationaux qui coopèrent avec les Etats-Unis.

Dans toutes les religions les femmes sont inférieures

Si la religion est utilisée contre le peuple, elle l'est surtout contre les femmes. Dans toutes les religions, les femmes sont toujours inférieures aux hommes. Dans l'Hindouisme, le Christianisme, le Judaïsme, partout, à chaque fois que la religion reprend du poil de la bête, c'est dirigé contre les femmes. La religion est en fait une idéologie politique. Quand vous étudiez le Coran, le Nouveau Testament, la Gita indienne, tous les livres saints, ce sont des livres politiques car ils traitent de pouvoir, d'argent, d'économie, de guerre, de sexualité, de mariage, de tout. En fait, ce sont des traités politiques et la religion est une idéologie politique. On peut se demander pourquoi on a actuellement une telle résurgence des religions, par exemple chez les Talibans en Afghanistan, en Égypte. Moi-même, j'ai été menacée par les intégristes et mon nom a été mis sur la liste des personnes à abattre. Les gens sont tués au nom de Dieu et de la religion. Pourquoi? Quels sont les liens qui existent entre l'intégrisme et l'économie politique et les pouvoirs du néocolonialisme sur le plan national. Quelle est son origine?

Nous sommes gouvernés par un système de pouvoir, un système patriarcal de classes. Nous vivons dans un seul monde, avec en "haut" de la pyramide, 500 multinationales possédant plus de 80% des échanges mondiaux. Et 474 personnes détiennent 50% des

richesses du "monde". Comment ces 474 personnes, ces 500 multinationales peuvent-ils contrôler plusieurs milliards de gens?! Comment s'y prennent-ils pour exploiter les gens? Pour cela ils utilisent le nom de Dieu pour justifier l'injustifiable. Ils utilisent le nom de Dieu en politique. Quand vous essayez de critiquer quelque chose, ils disent que vous critiquez Dieu. Ces armes ont été utilisées contre moi et contre d'autres alors que je critiquais le néocolonialisme, le fossé entre les riches et les pauvres, le voile imposé aux femmes, l'excision, etc. A chaque fois, ils disaient que je critiquais Dieu. C'est facile à ce moment-là de tuer des gens pour la seule raison qu'ils critiquent Dieu. Ceci arrive dans chaque pays, dans chaque famille. Petite, dès 7 ans, j'ai subi des discriminations au sein de ma propre famille par rapport à mon frère. Moi, je travaillais dur à l'école, à la maison, à la cuisine, pendant que lui jouait au vélo, et on lui donnait même plus de nourriture à manger. Et quand je demandais pourquoi, on me répondait que Dieu l'avait ordonné ainsi. Alors, la première lettre que j'ai écrite dans ma vie est adressée à Dieu. Je lui ai demandé: "Cher Dieu, vous qui êtes si juste, pourquoi je suis traitée comme cela. Je ne suis pas prête à croire en vous car on m'a dit que c'est Dieu qui a voulu que ce soit ainsi. Je ne suis pas prête à croire si vous ne supprimez pas cette injustice." Ma grand-mère paternelle était une paysanne pauvre dans un petit village. Elle s'opposait au maire qui exploitait les paysans

pauvres. Le maire l'accusait d'être ignorante parce qu'elle ne savait pas lire. Elle lui disait: "Vous volez notre sueur, notre travail, Dieu vous punira." A l'époque, j'avais 5 ans. Il lui disait: "Tu es une pauvre paysanne. Tu oses parler de Dieu alors que tu ne le connais même pas. Moi, je le connais." Il se promenait toujours avec le Coran sous le bras. Ma grand-mère lui répondait: "Moi, je connais Dieu mieux que toi car Dieu est juste." Cela a été ma première leçon de philosophie et de religion et c'est pourquoi, à 7 ans, j'ai écrit cette lettre à Dieu pour lui dire que je n'étais prête à croire en Dieu que si l'on me traitait comme mon frère.

Ma deuxième leçon en religion et philosophie m'a été donnée par mon père, qui était diplômé d'une institution islamiste religieuse de haut niveau. Il avait hérité de l'esprit rebelle de ma grand-mère. Il m'a dit: « Dieu n'est pas un livre, Dieu ne sort pas d'une imprimante, Dieu est dans notre cœur. C'est par notre cœur que nous connaissons Dieu. »

Je n'ai jamais voulu accepter, avec l'évolution de mes idées, ce que le gouvernement ou les religieux nous disaient. J'ai étudié les trois livres saints, le Coran, l'Ancien et le Nouveau Testament, ainsi que les livres religieux du Bouddhisme et de l'Hindouisme. Ce sont des livres politiques avec des systèmes de valeurs esclavagistes. C'est pourquoi les femmes y sont considérées comme inférieures. Si nous voulons nous libérer, il faut changer cette conception de la religion et de Dieu.

Une double moralité

Ces livres religieux prêchent une double moralité : une moralité pour les femmes, et une moralité pour les hommes ; une pour le peuple, et une pour les gens qui gouvernent. La religion ne prêche donc pas la morale car une double morale est absence de morale. Cette double moralité affecte en premier les femmes et nous en connaissons le résultat : l'enfermement à la maison, les mutilations génitales, l'oppression, les questions d'honneur, la virginité. Ainsi, pour qu'un homme soit considéré comme quelqu'un de moral, sa virginité n'est pas obligatoire. Les hommes peuvent avoir des relations sexuelles beaucoup plus libres. Jamais un homme ne sera déshonoré pour des questions de virginité, par contre, on tue les femmes pour cela. C'est ce qu'on appelle les "crimes d'honneur". Il y a beaucoup de crimes d'honneur en Afghanistan, au Pakistan, en Égypte. La sexualité, la liberté, c'est l'apanage des hommes alors que les femmes sont forcées de n'avoir qu'un seul homme, leur mari. La monogamie est imposée aux femmes alors que les hommes ont droit à la polygamie. Cela existe dans toutes les religions, même dans la chrétienté.

Le système patriarcal transmet le nom par le père, l'enfant porte le nom de son père et pas celui de sa mère. C'est pour cela que la femme ne peut avoir qu'un seul mari comme cela on sait de quel père est l'enfant. Le système patriarcal de classes, le système esclavagiste, tous ces systèmes sont basés sur un système patriarcal. En Égypte ancienne, les enfants portaient le nom de leur mère. Cette question du nom est un gros problème, c'est une des manières d'opprimer la femme. Et cette oppression de la femme est universelle : en Orient, dans les pays arabes, mais aussi en Occident. Les musulmanes sont excisées, exploitées, mais ici en Occident, on ne peut pas non plus dire que les femmes sont libres, ni en France, ni aux États-Unis. Le degré d'oppression varie mais nous sommes toutes dans le même bateau avec

le système patriarcal de classes. Même la circoncision est universelle. Toutes les femmes du monde entier sont en quelque sorte excisées. Freud, le "père de la psychanalyse", a symboliquement coupé le clitoris des femmes en affirmant qu'une femme normale, mûre, équilibrée, doit avoir des orgasmes seulement vaginaux et non pas clitoridiens. Il a ainsi créé la frigidity féminine. Donc les mutilations génitales féminines existent partout sur terre. Elles sont le résultat de l'éducation. Il existe une excision du corps mais aussi une excision de l'esprit.

De même, le voile existe partout. Je vais vous raconter une histoire rapide. Dans une conférence internationale, une Américaine très maquillée regardait une saoudienne avec commisération. Je lui ai répondu qu'elle aussi portait un voile, son visage était également cachée, voilée par son maquillage. On peut appeler cela un voile postmoderne. Le maquillage, c'est le voile universel. Les plus gros bénéfices financiers du capitalisme proviennent de la vente de drogue, des armes, de médicaments et de cosmétiques pour les femmes. Donc, celles qui portent du rouge à lèvres et du maquillage participent aux profits du capitalisme. Je voudrais parler plus tard du post modernisme car je crois que les féministes ici comprennent mal le féminisme de la région dont je viens.

Chahla Chafiq :

Nawal a décrit le contexte mondial global dans lequel l'islamisme arrive à se développer et à prendre le pouvoir. Même si cette description rend compte d'un aspect très important, il faut passer, d'après moi, à un autre niveau d'analyse pour rendre compte de la complexité du tableau en ce qui concerne le projet politique de l'Islam.

Effectivement, comme l'a dit Nawal, toute religion pourrait se présenter comme une idéologie politique, toute religion peut être présentée comme une alternative sociale et politique. Mais, suffit-il d'évoquer la question du capitalis-

me mondial et son pouvoir économique pour expliquer le renouveau de l'Islam dans la politique ? Je pense que, peut-être, tout en acceptant ce cadre global, il faut aller dans ces sociétés pour comprendre et analyser le pourquoi de l'acceptation par le peuple, par les pauvres, les analphabètes mais également par les gens instruits, également des femmes universitaires et des gens qui étaient de gauche. Je pense que l'exemple iranien est très significatif. Dans ce pays, nous avons assisté à une prise de pouvoir par l'Islam politique sous le drapeau de la lutte anti-impérialiste. L'Iran est devenu ainsi un laboratoire pour analyser la complexité des situations. Nous avons besoin d'une approche complexe si nous ne voulons pas arriver à des résultats simplistes et si nous voulons comprendre pourquoi les femmes deviennent également les complices et non pas seulement les victimes d'un pouvoir patriarcal.

Je vais résumer quelques pistes de réflexion. Ce qui s'est passé dans ces pays dits islamistes est la chose suivante. On assiste au XX^e siècle à un renouveau de l'Islam politique car ces pays sont alors dans un processus de modernisation (développement de l'industrie, du capitalisme, des institutions comme l'école, justice, etc.). Personne ne pensera que ces institutions sont néfastes, personne ne pensera que l'accès à l'école est mauvais, même si cela se fait dans un système capitaliste. Mais cette modernisation s'est réalisée sans une réelle acceptation de la modernité. C'est important de distinguer modernité et modernisation. Quand je parle de la modernité, je parle de démocratie, de droits de l'homme en tant qu'acteur. Dans ces pays, c'est la modernisation qui a été acceptée par les pouvoirs dictatoriaux mais cela sans accepter la modernité, la citoyenneté et notamment la citoyenneté des femmes. Le résultat est une répression totale des mouvements sociaux et un changement complet de l'image de la modernité.

Or, si vous regardez dans la littérature de ces pays, comme l'Iran,

vous voyez que les intellectuels de droite ou de gauche sont très positifs par rapport aux apports de l'Occident. L'Occident ne peut pas se réduire à l'impérialisme ou au pouvoir politique du capitalisme. L'Occident est aussi pour ces intellectuels le foyer des lumières, là où la Renaissance a permis un retour à la démocratie et aux Droits de l'Homme. Que ce passe-t-il après ? Les pouvoirs politiques occidentaux ont soutenu les pouvoirs dictatoriaux, y compris en Iran où en 1953 un gouvernement laïc a été renversé par un coup d'Etat américain en collaboration avec les Services Secrets britanniques. Avec la dégradation politique due au système dictatorial, la corruption, le vide démocratique créé par la répression des forces démocratiques et de gauche, c'est dans ce contexte que renaît le projet d'Islam politique, offrant une alternative capable de mobiliser les déshérités.

L'Islamisme s'est fondé sur des arguments anti-occidentaux, anti-corruption, anti-impérialisme ainsi que sur la chasteté. Les éléments de ce discours étaient présentés comme égalitaires et étaient donc attirants pour les intellectuels qui voyaient dans ce projet une possibilité d'égalitarisme. Par cette haine de l'Occident, qui soutient les pouvoirs dictatoriaux en Iran, l'image de l'Occident se pervertit. On assiste alors à la diabolisation de l'Occident comme étant uniquement un pouvoir impérialiste, niant de la même façon tous les résultats de la modernité. Petit à petit, ce changement de l'image de l'Occident s'opère avec, en parallèle, un retour d'une stratégie identitaire pour laquelle la tradition et la religion deviennent des lieux de refuge. Cette stratégie de crispation identitaire, ce sont les femmes qui payent le prix le plus fort, car les femmes sont considérées comme les gardiennes de la tradition.

Le voile est un statut de la femme

Ce n'est pas étonnant d'ailleurs que dans ces sociétés, que ce soit en Algérie, en Iran ou en Egypte,

les femmes non voilées sont considérées comme occidentalisées, comme représentant le diable. A ceci s'ajoute toute l'inquiétude de la société patriarcale face aux minijupes et au rouge à lèvres. Le voile a pour philosophie de dérober la femme du regard de l'homme, pour garder la chasteté de la femme. Comme l'a dit Nawal, les racines de la religion islamique se trouvent dans une vision patriarcale du monde. Pour garder intact le pouvoir du père, il faut contrôler le corps de la femme, la sexualité de la femme. Le corps de la femme est un lieu de péché car il n'est pas maîtrisable. Pour le maîtriser, il faut la monogamie, il faut le voile etc. Toutes libertés des femmes, y compris celles de s'habiller et de se comporter comme il faut. Le voile n'est pas qu'un simple tissu, un simple morceau d'étoffe. Le voile est un statut de la femme. Je ne peux pas accepter que le voile soit comparé à d'autres choses. Je pense que dans ce débat, il faut un point de vue philosophique pour débiter. Simone de Beauvoir a représenté ce point de vue qui est méthodologiquement très important pour moi. Si les femmes sont opprimées, si le système capitaliste est mondial, ce qui est vrai, il existe différents degrés d'oppression des femmes. On a critiqué de Beauvoir lorsqu'elle a écrit le Deuxième Sexe, on l'a critiquée de se mettre à la place des femmes du peuple. On lui a demandé comment elle pouvait savoir si ces femmes n'étaient pas plus heureuses qu'elle. De Beauvoir dit une chose très intéressante au niveau méthodologique, tout en sachant que je ne suis pas d'accord sur toutes les prises de position des existentialistes. Notre point de départ n'est pas la question de l'honneur ou de la morale. Nous sommes pour la possibilité de choix, pour que les femmes puissent choisir comment elles désirent vivre, comment elles désirent s'habiller, etc.

Je pense qu'il y a une différence énorme entre une société qui laisse le choix, même dans un degré limité comme c'est le cas pour la société occidentale qui a elle-même vécu la période de l'inquisi-

tion puis a évacué la religion de l'espace public, accédant à la laïcité. La démocratie sans la laïcité n'est pas possible. C'est pourquoi des évolutions ont pu être réalisées en France et non pas en Iran sous la dictature du Shah. Il y avait, en Iran, des réformes de modernisation mais il n'y avait pas la modernité, c'est-à-dire la démocratie et la laïcité. Et il y a une grande différence entre ces deux situations en ce qui concerne la cause des femmes. Si on regarde la situation de la femme en Iran actuellement, pour moi, elle sert de baromètre pour mesurer la situation politique. Il y a un rapport dialectique entre la situation des femmes et les discours politiques.

Pour résumer, le problème actuel dans les pays musulmans est l'absence de laïcité qui ne permet pas la formation d'un espace citoyen pour que le débat politique puisse s'instaurer et les mouvements politiques se développer. Dans ce contexte, les intellectuels sont également responsables. Je pense, qu'en tant qu'intellectuels de gauche, nous avons fait une grave erreur en Iran en pensant que la question du voile était secondaire. Que la question première était la lutte anti-impérialiste, l'exploitation. Je pense qu'il y a un lien direct entre la lutte contre l'impérialisme et la lutte pour les femmes. Si on oublie cette réflexion, on risque de retomber dans le même piège dans lequel nous sommes tombés lorsque nous avons fait l'alliance avec le leader charismatique du mouvement islamiste parce que il était anti-américain, parce que il était anti-corruption, parce que il disait qu'il était pour la défense des déshérités. Ce qui manquait dans son discours, c'était la liberté et la démocratie. Ces deux notions-là sont très importantes pour le mouvement des femmes qui ne peut pas s'épanouir si on oublie que les droits des femmes font partie des premières revendications politiques. Aucune lutte n'est valable si les droits des femmes ne sont pas intégrés en tout premier lieu.